

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17986 - 70ÈME ANNÉE

La première partie du budget 2015 adoptée par l'Assemblée nationale

## Les Réunionnais savent sur qui ne plus compter

Six députés de La Réunion sur sept (Huguette Bello, Monique Orphé, Patrick Lebreton, Jean-Jacques Vlody, Ericka Bareigts, Jean-Claude Fruteau) ont refusé de voter contre la première partie du projet de budget 2015. Ce projet prévoit pourtant d'importantes restrictions qui concerneront aussi La Réunion.



Quatre jours après la célébration de la Journée du refus de la misère, les députés du PS et Huguette Bello ont décidé de soutenir ou de laisser faire une politique qui va à l'encontre des intérêts des plus pauvres. (Photo Toniox)

Hier, les députés ont voté la première partie de la loi de Finances 2015. Ce texte constitue une nouvelle étape dans la politique d'austérité voulue par le gouvernement. C'est la première étape du Pacte de responsabilité et du Plan d'économies qui en découle. D'un côté, le gouvernement donne plus de 40 milliards d'euros aux entreprises, de l'autre il prévoit de réduire les dépenses publiques de 50 milliards sur trois ans. Les collectivités seront touchées par une baisse des subventions de l'État. L'État réduira aussi la voilure dans ses domaines de compétence tandis que le social sera lui aussi mis à contribution.

Lors de la visite du président de la République, plusieurs annonces ont été faites: 40.000 emplois d'avenir, 90 millions d'euros par an d'aide pour la canne jusqu'en 2017 et 128 millions après, soutien à un aménagement de la défiscalisation pour attirer plus facilement des capitaux à La Réunion. La loi de Finances 2015 permettra de vérifier leur concrétisation.

### L'austérité est déjà là

La semaine dernière, les patrons ont vite déchanté. Le MEDEF notamment se réjouissait d'un amendement déposé le 3 octobre par Victorin Lurel, ex-ministre des Outre-mer, Jean-Claude Fruteau, président de la Délégation des Outre-mer, et Patrick Lebreton. Ce texte prévoyait d'augmenter à 18000 euros au lieu de 10000 euros le plafond de la réduction d'impôt sur le revenu consentie à une personne souhaitant investir dans l'achat d'un logement intermédiaire pour ensuite le louer.

Mais la semaine dernière, au moment de présenter l'amendement à l'Assemblée nationale, personne n'était là pour le défendre. Ni Victorin Lurel, ni aucun des 5 députés socialistes de La Réunion. Faute d'être soutenu, l'amendement a été automatiquement rejeté.

Toujours la semaine dernière, le gouvernement a confirmé qu'il ne comptait plus augmenter sa contribution dans la distribution de bons de réduction pour les billets d'avion. Gérée par la Région Réunion, cette subvention à certaines compagnies aériennes desservant La Réunion voit son montant exploser. L'État ne mettra plus un euro de plus. Ce raidissement est une autre illustration de la politique d'austérité.

Ces décisions inquiètent, car à La

Réunion le chef de l'État a fait des promesses devant se traduire par des lignes de crédits dans le budget. L'aménagement de la défiscalisation en faisait partie. Cela alerte donc les autres catégories visées par les déclarations de François Hollande à La Réunion: planteurs, usinier, jeunes, travailleurs au chômage. Les promesses seront-elles financées?

C'est dans ce contexte qu'intervient le vote de la première partie du projet de loi de finances pour 2015. C'est la première décision importante après le vote de confiance au gouvernement.

### Les votes des députés de La Réunion

Pour les députés de La Réunion, il a donné le résultat suivant.

A voté contre: Thierry Robert. Ont voté pour: les socialistes Monique Orphé, Patrick Lebreton, Jean-Jacques Vlody, Ericka Bareigts, Jean-Claude Fruteau. S'est abstenue: Huguette Bello.

Il est à noter que les soutiens ou celle qui laisse faire avaient une autre possibilité. Dans le groupe PS, 39 députés se sont abstenus pour montrer leurs réserves devant le projet présenté. Les députés PS de

La Réunion pouvaient choisir ce mode d'expression pour mettre en évidence les effets d'un tel projet sur La Réunion. Mais ils ont préféré rester dans les rangs.

Pour Huguette Bello, l'abstention la singularise une nouvelle fois dans son groupe. En effet, les députés communistes ont voté contre le texte présenté par le gouvernement, parce qu'il ne va pas dans le sens des intérêts des plus démunis. L'ex-maire de Saint-Paul ne partage donc pas la position des communistes, car elle s'abstient. Elle est dans la droite ligne de son refus de ne pas accorder la confiance au gouvernement ou la aussi elle n'a pas été solidaire des communistes.

A aucun moment ces députés n'ont expliqué à la population pourquoi ils décident de soutenir activement ou passivement les coupes budgétaires du gouvernement. Les Réunionnais savent sur qui ne plus compter.

**M.M.**



Le résultat du vote de confiance s'est confirmé.

## Edito

# Obama dans la tourmente malgré la protection que lui offrent les médias

**D**e nombreuses voix se lèvent pour critiquer Obama, ses hésitations et sa tendance à donner des leçons aux autres. En particulier dans les situations d'urgence. Sa décision tardive de larguer des armes et munitions à Kobané renforce ces appréciations négatives.

Enfin ! Il a décidé de fournir des armes et munitions aux Kurdes qui résistent héroïquement pour tenir le dernier carré de la ville syrienne de Kobané, depuis 3 mois. Il y a 48h, des avions américains ont parachuté des moyens. Conjointement, la Turquie a ouvert sa frontière pour permettre à des réfugiés kurdes qu'elle héberge d'aller combattre avec leurs frères dans cette ville toute proche.

Tout le monde espère que ce geste n'arrive pas trop tard. Mais en pareille circonstance, il vaut mieux tard que jamais. La grande leçon à retenir c'est que c'était possible. Les hésitations d'Obama ainsi que celles de son allié turc ont fait perdre du temps aux résistants et entraîné la mort de plusieurs centaines de vies précieuses. Pendant ce temps, il interdisait à d'autres pays volontaires d'intervenir. Il vient même de prendre des sanctions économiques contre des sociétés syriennes pensant asphyxier le président Assad et, surtout, son peuple. Cela commence à devenir une mode qui remplace la diplomatie. Il y a la Russie, lourdement sanctionnée, et l'Iran. Pour Cuba, c'est l'embargo total depuis des décennies. Cela n'a pas empêché Cuba de fournir le plus gros contingent de person-

nel de santé pour lutter contre la propagation du virus Ebola. Quelle revanche !

Dans l'affaire de l'avion malaisien abattu, dès les premiers instants, la Russie et les insurgés ont été désignés responsable de la tragédie. Malgré ces certitudes, Obama refuse de donner aux enquêteurs officiels les éléments qui attestent ses déclarations. Il y a une certaine désinvolture chez ce président qu'il est difficile de qualifier.

Pour Ebola, il a été incapable d'installer un système de contrôle avant l'arrivée sur le sol américain de 2 personnes déjà porteuses de la maladie. Aujourd'hui, une véritable psychose s'est emparée de la population qui a peur. Obama a beau rassurer son peuple, les gens lui tournent le dos. Alors que la campagne électorale au Congrès américain bat son plein, il a été carrément interdit de séjour dans les meetings de son parti, le parti démocrate. Dans une des rares réunions où il a pris la parole, les gens ont quitté la salle.

Voilà où peut conduire l'arrogance et la suffisance d'un président qui donne des leçons à tout le monde mais n'en tire aucune pour lui-même, et qui passe son temps à sanctionner économiquement les gouvernements qui ne lui plaisent pas.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

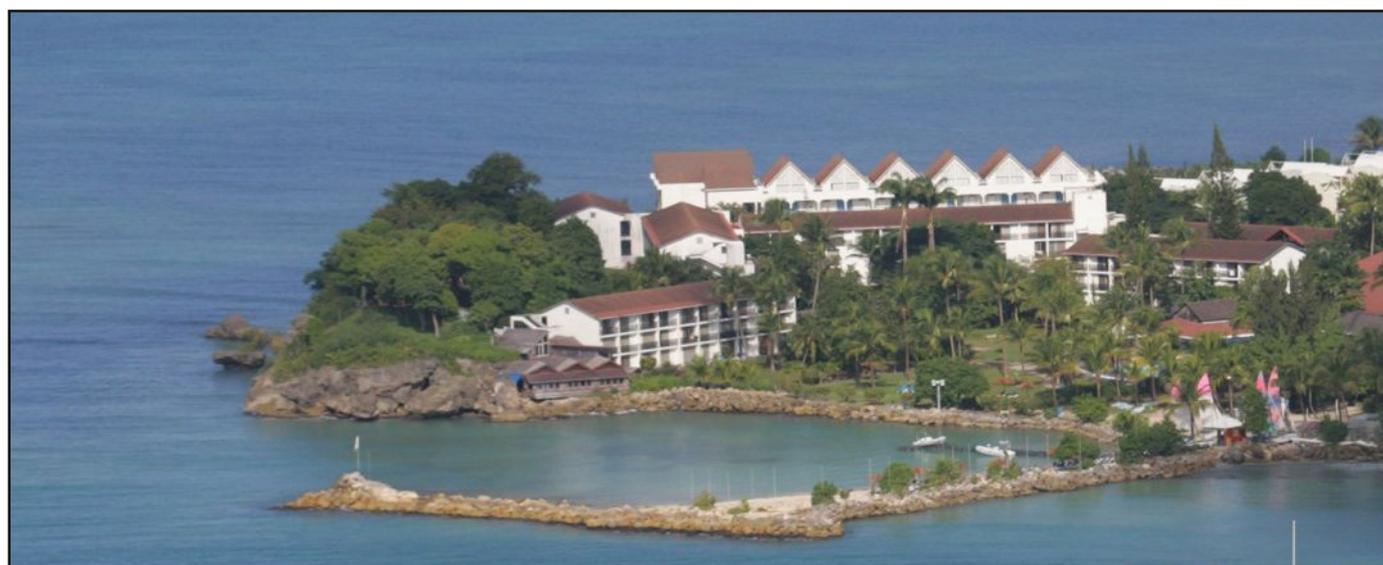
E-mail Avis, Abonnement : [avis@temoignages.re](mailto:avis@temoignages.re)

E-mail Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

## Conférence Guadeloupe 2014

# La confirmation du retard pris par La Réunion dans la protection de l'environnement

La Guadeloupe accueille aujourd'hui la seconde conférence sur la biodiversité et le changement climatique. Un événement qui devrait marquer le prochain Sommet mondial sur le Climat de Paris en 2015, mais qui montre surtout le retard pris par La Réunion, après avoir été pionnière en la matière.



200 à 250 participants sont attendus à l'hôtel Créole Beach de Gosiers.

En 2008, la première conférence sur la biodiversité et le changement climatique devait renforcer la prise de conscience des Institutions Européennes sur le patrimoine naturel unique de l'outre-mer européen et notamment sur les menaces s'exerçant sur ce patrimoine et les opportunités qu'il représente. Il s'agissait également de renforcer l'efficacité des actions et la coopération entre l'UE, les États membres, les RUP et les PTOM en matière d'adaptation au changement climatique, de politiques énergétiques exemplaires et de protection et de gestion durable de la biodiversité.

Enfin, de renforcer la coopération régionale entre les RUP, les PTOM et leurs voisins, et la capacité des RUP et des PTOM à faire entendre leur voix en matière d'environnement sur la scène internationale, en cohérence avec l'Union Européenne et les Petits États Insulaires en Développement (PEID) (Site Réunion2008.eu).

À cette époque, les représentants de l'État ne tarissaient pas d'éloge sur la politique énergétique menée par la Région. Cependant, en mars 2010, le changement d'équipe au Conseil régional a considérablement pesé sur les mesures concernant le changement climatique et la biodiversité.

Arrivée à la Région Réunion, la nouvelle équipe a décidé de supprimer un certain nombre de chantiers comme la géothermie, l'énergie thermique des mers. Ces projets auparavant garants de la position de leader de l'île, profitent désormais aux Antilles. La Guadeloupe est maintenant considérée comme novatrice dans le domaine.

Concernant les énergies thermiques des mers, La Réunion avait dès 2008 lancé une expérimentation, destinée à produire du courant électrique en continu, parvenant ainsi à l'autonomie énergétique. Cette expérimentation a été rapidement supprimée en 2010, alors que l'État avait prévu une législation

spécifique pour les outre-mers. Malgré ces avancées, en septembre 2014, la Martinique est devenue le laboratoire avec le projet de central de production d'électricité à partir de l'énergie thermique des mers (ETM) verra le jour dans quatre ans, au large de Bellefontaine.

Concernant la géothermie, en 2001, la Région avait commencé les études aux cirques de Salarie et de Filaos ainsi qu'à la Plaine des Sables, Plaine des Palmistes et Plaine des Cafres. En 2008, la Région a lancé des appels d'offre pour les forages, le terrassement et le génie civil pour la réalisation de trois plate-formes et pistes d'accès respectives, ainsi que la réalisation d'une retenue collinaire. Le 26 mars 2010, la Région, détenue par Didier Robert, met fin à la géothermie. Cette année, l'île de la Dominique a relancé un projet de géothermie. Pour l'heure, GDF Suez a déposé le projet et attend l'aval des autorités.

**Céline Tabou**

## Communiqué de présentation de la conférence

# Guadeloupe 2014 : de la stratégie à l'action

«Le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), la Commission Européenne, le Gouvernement français, la Région Guadeloupe, le Gouvernement des Îles Vierges Britanniques, l'association des Pays et territoires d'Outre-mer (OCTA) et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) organisent, du 22 au 25 octobre 2014, en Guadeloupe, la « Conférence Internationale de la Biodiversité et du Changement Climatique : des stratégies à l'action ».

### Un événement clé pour les RUP et les PTOM

Cette rencontre de haut niveau fait suite à celle organisée en juillet 2008 à La Réunion, sous la présidence française de l'Union européenne. Son objectif est de mieux intégrer les problématiques environnementales et l'importance du patrimoine naturel des Régions Ultra-Périphériques (RUP), des Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) et de leurs régions géographiques respectives, afin de positionner l'Union européenne et ses États membres en tant qu'acteurs clés des Conventions sur la Biodiversité et le Changement Climatique.

Les 9 RUP et les 25 PTOM abritent une biodiversité exceptionnelle, mais fragile, qui les place au rang des points chauds internationaux de la biodiversité et qui font de

l'Union européenne et des États membres concernés, des entités mégadiverses. Avec les RUP et les PTOM, l'Union européenne dispose du plus grand domaine maritime au monde, réparti sur tous les océans. La biodiversité des RUP et des PTOM constitue un patrimoine naturel d'intérêt européen et international, mais aussi un élément essentiel du potentiel économique, social et culturel de ces territoires. Des menaces importantes s'exercent sur ce patrimoine et conduisent à la disparition d'espèces et d'habitats, parmi lesquelles la compétition dans l'occupation de l'espace, la propagation d'espèces envahissantes ou encore la pollution de milieux naturels.

A ces menaces déjà connues vient désormais s'ajouter le changement climatique, auquel les RUP et les PTOM sont particulièrement exposés. La Conférence de la Guadeloupe revêt autant d'importance pour les RUP et les PTOM que pour les Petits États Insulaires en Développement (PEID). Se tenant l'Année Internationale des PEID et faisant suite à d'importants rendez-vous internationaux comme la 3ème Conférence Internationale des PEID, et la 12ème Conférence des Parties de la Convention sur la Diversité Biologique, elle constitue en effet une occasion importante de renforcer la mise en œuvre des cibles internationales, européennes, nationales et locales en termes de changement climatique et de biodiversité.

### De la stratégie à l'action

La Conférence de la Guadeloupe vise à évaluer, six ans après son adoption, la mise en œuvre du « Message de La Réunion » ainsi qu'à définir une nouvelle feuille de route et des priorités d'actions. Elle permettra en effet aux RUP, aux PTOM, à l'UE et aux États membres, de souligner non seulement les défis, mais aussi leurs richesses et leurs atouts, ainsi que de renforcer les initiatives de coopération. Avec l'objectif de définir de nouvelles actions, la Conférence de la Guadeloupe clarifiera les modalités selon lesquelles les RUP et les PTOM, et à travers eux l'Union européenne et les États membres, atteindront les cibles d'Aichi.

La Conférence se tiendra du 22 au 25 octobre 2014 en Guadeloupe. 200 à 250 participants sont attendus à cet événement. Le format proposé pour la Conférence inclut deux jours d'ateliers techniques suivis d'un segment politique de haut niveau pour adopter la « Feuille de Route de la Guadeloupe ».

## Personnalités annoncées

### Orlando Smith

Premier ministre du Gouvernement des Îles Vierges britanniques

### Ségolène Royal

Ministre français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

### George Pau-Langevin

Ministre français des Outre-mer

### Braulio F. De Souza Dias

Secrétaire exécutif de la convention sur la diversité biologique

### Nicolas Hulot

Envoyé spécial du Président de la République française pour la protection de la planète

## La nouvelle méthode: Narendra Modi -2- Le renforcement des BRICS

**Dans notre précédent numéro, nous avons montré comment le Premier ministre indien, Narendra Modi, est parvenu à s'imposer dans les instances internationales et face aux plus grands, tels que Barack Obama. Aujourd'hui, le groupe des BRICS est devenu un bouclier face à l'Occident.**

L'engagement des BRICS pourrait se traduire par « Nouveau point de départ, nouvelle perspective et nouvelle force », a expliqué Xi Jinping, président de la Chine, lors de son discours pendant le dernier sommet de cette organisation regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Cette nouveauté est destinée à faire face.

### Consolider l'alliance entre pays émergents

Le 6ème sommet des BRICS aura été un tournant pour les pays émergents, notamment pour l'Inde qui possède la seconde place après la Chine, en tant que puissance économique émergente. Le pays a prôné la consolidation des échanges économique et diplomatique, une demande soutenue par ses partenaires.

En effet, les BRICS ont créé un fonds et d'une Banque de développement. En plus de vouloir resserrer leurs liens, les BRICS ont souhaité mettre en place des alternatives aux instances occidentales, telles que le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Ainsi, les cinq pays possèdent désormais des institutions économiques et financières, soutenues principalement par la Chine et l'Inde.

L'objectif est de permettre à chaque membre de se protéger en cas de nouvelle tempête sur leurs devises, comme ce fut le cas en 2013, après l'annonce du changement de cap de la politique monétaire américaine. Pour le président russe, le fonds est « un outil très puissant pour prévenir de nouvelles difficultés économiques », mais aussi parvenir à concurrencer les pays occidentaux dans leur fonctionnement.

En effet, les institutions internationales de Bretton Woods sont pointées du doigt pour leurs prêts conditionnés, vécus comme « une mise sous tutelle, une atteinte à la souveraineté », a expliqué Yves Zlotowski, économiste en chef de Coface. Ces nouvelles institutions sont « un moyen de s'émanciper » de l'emprise occidentale.

De son côté, le président chinois, Xi

Jinping, a évoqué une « association solide », destinée à « augmenter la représentativité et la voix des pays en développement ». A l'instar de son homologue indien, les deux puissances veulent des rapports apaisés pour pouvoir faire un front commun et parvenir à se soutenir à la fois sur le plan économique, financier et diplomatique, en cas de crise.

### Créer des rapports avec l'Afrique

Ce sommet est également un tournant pour les BRICS, car au-delà des accords entre les Etats membres, il a été décidé d'engager des rapports plus prononcés avec le continent africain. Quelques jours avant le lancement du sommet, le Haut-commissaire de l'Inde au Cameroun, A.R. Ghanashyam, a annoncé que les échanges entre l'Afrique et les BRICS atteindraient 500 milliards de dollars en 2015.

Ce dernier a annoncé qu'entre 2007 et 2012, « les échanges entre l'Afrique et les BRICS ont doublé. Aujourd'hui ils se situent à 340 milliards de dollars et sont projetés à 500 milliards de dollars pour l'année prochaine, en 2015 ».

Cette annonce n'a pas fait débat auprès des observateurs occidentaux. Pourtant, une confrontation Nord-Sud se met en place, dont l'enjeu serait les richesses africaines. Le nouvel ordre mondial se joue actuellement, avec d'une part la volonté des Etats-Unis de retrouver leur hégémonie et de l'autre les pays d'Asie, qui souhaitent sortir de cette emprise pour se développer dans l'intérêt de leurs pays respectifs.

L'Afrique devient alors un terrain de jeu géopolitique. Le continent est l'un des rares à n'avoir pas été durement impacté par la crise économique et financière internationale. Le taux de croissance de l'Afrique est passé de 6,2% en 2008 à 4% en 2013, un chiffre qui fait des envieux en Occident. C'est d'ailleurs sans compter sur l'émergence d'une classe moyenne africaine, dont le potentiel de consommation augmente d'année en année. Face à cela, de nombreux pays

occidentaux sont retournés en Afrique pour commercer, parmi les pays les plus remarquables : les Etats-Unis.

En dépit de son métissage kenyan, Barack Obama n'avait pas engagé de politique particulière vers l'Afrique lors de son premier mandat. Il aura fallu le décollage économique du continent et la montée en puissance des pays émergents pour que les Américains se décident à échanger avec les Africains.

En août 2014, plus d'une quarantaine de dirigeants africains se sont rendus à Washington pour un sommet, considéré comme un tournant dans la politique étrangère américaine. Des accords d'un montant de 30 milliards ont été promis, une somme bien éloignée des 500 milliards prévus par les BRICS.

*Céline Tabou*

### Di sak na pou di A propos du Dipavali à Saint-André

A l'occasion des festivités qui se déroulent dans toute l'île, et en particulier à Saint-André, à l'occasion du Dipavali, je me réjouis de la fidélité des Réunionnais d'origine indienne à la célébration de cette fête, et souhaite un heureux et joyeux Dipavali à chacun, et que chaque Réunionnais se sente associé à ces réjouissances.

Cependant, je regrette que cette célébration dans ma commune donne lieu à des interprétations et arrière-pensées politiciennes totalement déplacées et à des critiques de bas étage indignes d'un débat véritablement démocratique.

*Jacky The Seng  
Saint-André*

## Initiative du sénateur communiste Pierre Laurent

# Pour l'ouverture des archives sur les crimes de la colonisation

Le sénateur communiste Pierre Laurent a posé une question écrite le 17 octobre au gouvernement. Elle demande l'ouverture des archives sur le massacre du 17 octobre 1961 à Paris et sur toutes les archives relatives aux crimes de la colonisation. Rappelons qu'en 2012, le président de la République avait reconnu les crimes du 17 octobre 1961. C'est précisément parce que Témoignages avait publié des compte-rendus de journaux parisiens relatifs à la répression du 17 octobre 1961 que son directeur, Paul Vergès, avait été condamné à de la prison ferme. Aujourd'hui, l'arbitraire de cette décision apparaît clairement. L'initiative du sénateur Pierre Laurent est aussi un moyen pour les Réunionnais de mieux connaître leur histoire, car la colonisation était le régime politique de près de 300 des 350 années du peuple réunionnais. La répression ne s'est pas arrêtée à la date de l'abolition du statut colonial, le 19 mars 1946. Elle s'est poursuivie. Des Réunionnais sont morts, d'autres ont été emprisonnés parce qu'ils militaient pour le développement de La Réunion. Souhaitons que l'ouverture des archives puisse contribuer à redonner aux Réunionnais, et aux autres peuples qui ont souffert de la colonisation, une part de leur histoire que le colonisateur a toujours voulu censurer.

**O**uverture des archives et reconnaissance des crimes coloniaux

Question écrite n° 13433

Par Pierre Laurent / 17 octobre 2014  
M. Pierre Laurent attire l'attention de M. le secrétaire d'État, auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire sur les responsabilités de la France dans les crimes d'État et crimes contre l'humanité perpétrés durant les guerres coloniales dont celle d'Algérie ainsi que sur la nécessité d'ouvrir toutes les archives à ce sujet.

La reconnaissance des faits intervenus le 17 octobre 1961 par le Sénat, qui a adopté le 23 octobre 2012 une résolution en ce sens, doit enfin conduire à l'ouverture des archives sur cet événement et, au-delà, de toutes les archives concernant les guerres coloniales et leur cortège de répression et de massacres, dont ceux de Charonne et la disparition de Maurice Audin.

Concernant ce dernier point force est de constater que les engage-

ments pris pour transmettre toutes les informations existantes à son épouse n'ont pas été tenus.

Sur ce sujet comme sur d'autres, il lui demande s'il ne serait pas souhaitable que les archives de l'État soient soumises à des règles communes en matière d'archives conformes au fonctionnement d'un État démocratique.

Cela impliquerait que soient versées aux Archives nationales celles de la préfecture de police de Paris, des ministères de la défense et des affaires étrangères, quitte à ce que leurs fonds relèvent de dispositions particulières, précises et justifiées et que les archives des anciens ministres, Premiers ministres et Présidents de la République relatives à leurs fonctions ne soient pas privatisées par les intéressés mais versés dans leur ensemble aux Archives nationales.

Cela aurait aussi le mérite de contribuer à faire la lumière sur les actions de la France et de son armée dans les pays africains notamment, où elle a participé à de nombreux renversements de pouvoir plus ou moins sanglants.

La fin de rapports coloniaux ou néo-coloniaux avec ces pays passe par là, le développement de nouvelles relations de coopération aussi. Dans la même logique, il lui demande s'il ne faudrait pas que la notion d'archives « incommunicables » telle qu'elle apparaît dans la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives soit abrogée.

Car pour être fidèles à leur mission scientifique, les historiens ont besoin de pouvoir accéder librement aux archives, échapper aux contrôles des pouvoirs ou des groupes de pression et travailler ensemble, avec leurs homologues des deux rives de la Méditerranée.

À quelques semaines du 60e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération algérienne, il lui demande s'il ne serait pas également temps que la France reconnaisse toutes ses responsabilités dans les nombreux crimes d'État et crimes contre l'humanité commis en son nom durant ce conflit.

# Oté

## Zot i koné lo romans: «Dsi l'pon di nor in bal lété doné!»

*Matante Zélida la ékri Justin:*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, moin pèrsonèlman mi oi pa kosa k'i pé roprosh mésyé Didier pars si na in bon prézidann konsèy réjyonnal sé bien li é mi oi pa kisa myé k' li la mète La Rényon anlèr, komsa-la. Lé vré, li la pa rode paradé initalman, mé zour apré zour li amenn son bato konm k'i fo é si i lès ali lo tan, mi pans li va fini par shanj figuir nout pti péi. Majine in kou lo NRL, lo bann mizé, épi la rout dopi sin-Pyèr ziska Sin-Bénoi, san konté tout la Rényon ékipé an lordinatèr, épi tout rényoné apré voyajé an parti avèk lo fré d'la prinsès. Koué d'myé ksa? Ksa i pé fé myé ksa? Konm di lo shanté dann soiré dansant: "Sak i fé myé ksa, lè lo doi!". Tok! Pran sa pou toi!*

*Justin la fé pou répons:*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, Moin lé bien kontann antann sak solon ou, mésyé Didier la fé ou sansa va fé, mé solon moin i mank kékshoz la-dan, i mank lar égzanp l'éta La Rényon épi l'éta dson finans kan mésyé Ddier va kite konsey réjyonnal. I mank ankòr lo l'éta li va lès Air Austral kan l'èr v'arivé pou li alé. I mank sirtou konm di lo kot lo bann katédral kasé li va lès an plan kan li v'alé... Va arès osi toiut sak Paul Vergès la mète a n shantyé épi lo Didier avèk bann sosyalis la déside kasé. Ousa sar l'otonomi dann l'énèrji? Ousa sar lo tram-train? Ousa sar lo droi voyajé bon marshé? Ousa sar l'otosifizans alimantèr? Dann kèl l'éta sar la kopérasyon rant nou épi bann péi l'oséan indien?. Somanké, va rès anou arienk pou shanté in nouvèl vèrsion «lo pon di nor» la plas lo NRL. Tok! Pran sa pou ou! Mète out moushoir par dsi.*

**Justin**

NB in kozman pou la rout: «**gronouy k'i vé ète pli gro k'in bèf!**». Zot koné fonnkèr La fontaine i parl dé sa? Lo zistoit lé sinp, sé sète in gronouy. li oi in bèf pasé él di dann son kèr si mi yinbou gonf amoin avèk l'èr, lé sir ké m'a gingn trap bèf la; késtyonn grosèr. ala ké li gonf, li gonf, li gonf mèm ziskatan son vant i pète. kosa ni pé tir konm loson? Sinploman k'i fo kontant ète konm ou i lé é pa rod ète pliské ou i lé pars ou lé riskab ramas l'annuiman. **Sak in bèf na lo droi fé, in zèf lé pa otorizé.**